

2023/012



COMMUNE DE LORRY-LÈS-METZ

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL - Séance du 22 décembre 2022  
Sous la Présidence de Monsieur GLESER Philippe, Le Maire.**

Envoyé en préfecture le 28/03/2023

Reçu en préfecture le 28/03/2023

Publié le

ID : 057-215704156-20230323-2023\_012-DE



**Etaient présents :** Philippe GLESER, Annie BAYART, Matthieu BACKES, Marie-Andrée BRULÉ, Xavier BRIER, Guy PECHEUR, Brigitte BINDER, Bertrand KENNEL, Jennifer KONDRAT, Alain MEYER, Eveline TENDANT, Céline NICOLLE, Marie-Paule PETITQUEUX, Jean-Paul SCHMITT

**Absents excusés :** Sandra GETTO, Nadine VERDON, Sébastien BOESS, Annick LARGENTON

**Absent(s) :** Agathe MORRIS

**Procurations :** Sandra GETTO à Xavier BRIER  
Nadine VERDON à Jean-Paul SCHMITT  
Sébastien BOESS à Marie-Andrée BRULÉ

**Présence : 14/19**

**Secrétaire de séance :** Mme Annie BAYART a été élue secrétaire de séance.

**12. Convention de maîtrise d'ouvrage avec l'Eurométropole de Metz pour la construction d'un giratoire à la Croix de Lorry**

Le Maire expose que la Commune de Lorry-Lès-Metz souhaite de requalifier le carrefour entre la RD7 et la RD51, sise sur son ban communal en lien avec l'Eurométropole de Metz.

Ce projet comprend :

- La création d'un carrefour giratoire*
- L'enfouissement des réseaux*
- Le renouvellement de l'éclairage public*
- La mise en place de la signalisation horizontale et verticale*
- La mise en accessibilité des quais bus*

Dans la mesure où les aménagements envisagés par la Commune sont conçus en collaboration étroite avec l'Eurométropole pour ce qui concerne les aspects relatifs à l'espace public métropolitain, que la Commune dispose des crédits nécessaires pour financer l'opération et qu'elle ne souhaite pas en assurer la maîtrise d'ouvrage, la Commune confiera les travaux lui incombant à l'Eurométropole en Délégation de Maîtrise d'Ouvrage.

La présente convention, jointe à cette décision, a pour objectif de définir le cadre juridique et financier de la Maîtrise d'Ouvrage qui est transférée à l'Eurométropole par la Commune dont les travaux sont décrits ci-dessus et suivant les dispositions de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, Le Conseil Municipal :

- **DÉCIDE** de requalifier le carrefour entre la RD7 et la RD51, sise sur son ban communal
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de maîtrise d'ouvrage avec l'Eurométropole de Metz pour la construction d'un giratoire entre la RD7 et la RD51



Envoyé en préfecture le 28/03/2023

Reçu en préfecture le 28/03/2023

Publié le

ID : 057-215704156-20230323-2023\_012-DE



## CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

### RELATIVE A L'AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE A L'INTERSECTION DE LA RD7 ET DE LA RD 51 A LORRY-LES-METZ

Entre,

D'une part

Metz Métropole

Statut juridique : établissement public de coopération intercommunale

Domiciliée : Maison de la Métropole, 1 place du Parlement de Metz, CS 30353, 57011 METZ CEDEX1

Représentée par Monsieur Bertrand DUVAL, dûment habilité *par arrêté de délégation en date du 16 juillet 2021*

ci-après dénommée Eurométropole de Metz ou l'Eurométropole

Et d'autre part

La Commune de Lorry-Lès-Metz, domiciliée 46 Grand Rue, 57 050 Lorry-Lès-Metz

Statut juridique : collectivité territoriale

Représentée par Monsieur Philippe GLESER, *Maire*, dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020

ci-après dénommée « la Commune »

La Commune et l'Eurométropole de Metz seront communément appelées "Parties"

### PREAMBULE

Par délibération en date du 23 mars 2023, la Commune de Lorry-Lès-Metz a décidé de requalifier le carrefour entre la RD7 et la RD51, sise sur son ban communal.

Ce projet comprend :

*La création d'un carrefour giratoire*

*L'enfouissement des réseaux*

*Le renouvellement de l'éclairage public*

*La mise en place de la signalisation horizontale et verticale*

*La mise en accessibilité des quais bus*

Dans la mesure où les aménagements envisagés par la Commune sont conçus en collaboration étroite avec l'Eurométropole pour ce qui concerne les aspects relatifs à l'espace public métropolitain, que la Commune dispose des crédits nécessaires pour financer l'opération et qu'elle ne souhaite pas en assurer la maîtrise d'ouvrage, la Commune confiera les travaux lui incombant à l'Eurométropole en Délégation de Maîtrise d'Ouvrage.

La présente convention a pour objectif de définir le cadre juridique et financier qui est transférée à l'Eurométropole par la Commune dont les travaux sont décrits ci-dessus et suivant les dispositions de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique.

Le périmètre des travaux et le plan des aménagements sont précisés dans les annexes n°1 et n°2 de la présente convention.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'Œuvre des travaux**

Le service Aménagement Espaces Publics de l'Eurométropole sera chargé d'assurer le rôle et les obligations du Maître d'Ouvrage.

La maîtrise d'œuvre de la phase étude (établissement d'un dossier EXE) sera confié au bureau d'étude ERA, dans le cadre du marché d'assistance technique qui lie le bureau d'étude et l'Eurométropole.

Le suivi opérationnel du chantier sera assuré par le service Aménagement Espaces Publics de l'Eurométropole.

## **ARTICLE 2 : Mode de financement des études et des travaux**

Le coût de l'opération est estimé à :

29 287,08	€ TTC	frais d'études
445 192,81	€ TTC	création d'un carrefour giratoire
289 971,72	€ TTC	enfouissement des réseaux et renouvellement de l'éclairage public
15 000,00	€ TTC	matérialisation de la signalisation verticale et horizontale

La commune souhaite réaliser les plantations et les aménagements espaces verts après réalisation de l'aménagement. Les montants liés à ces prestations sont donc exclus de la présente convention.

La ventilation des coûts entre la Commune et l'Eurométropole, précisée dans l'annexe n°3 de la présente convention est de :

479 163,61	€ TTC pour l'Eurométropole
300 288,00	€ TTC pour la Commune

Les sommes seront appelées TTC, les Parties feront chacune leur affaire de la récupération du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

En cas d'évolution du coût de l'opération dans la limite des 15%, la répartition finale sera reprise dans le DGD réalisé en fin d'opération, sans que la présente convention ne nécessite d'avenant.

Le présent transfert de maîtrise d'ouvrage ne donne lieu à la perception d'aucune forme de rémunération au profit de l'Eurométropole.

## **SUBVENTIONS**

Les Parties pourront, le cas échéant, déposer des dossiers de subvention. Si tel est le cas, elles devront s'informer mutuellement de leur démarche et se transmettre la décision ainsi que le montant et la nature des travaux subventionnés. S'ils sont éligibles à la part en cofinancement ils seront partagés à la hauteur des quotes-parts de la Commune et l'Eurométropole.

## **ARTICLE 3 : Contrôle technique, financier et comptable**

L'échéancier présenté en annexe n°4 sera cosigné par les deux Parties de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie du Maître d'Ouvrage. Tout versement fera l'objet d'un Titre émis par ce dernier.

Le Décompte Général Définitif sera également cosigné par les deux Parties.

#### **ARTICLE 4 : Suivi de chantier et Réception des ouvrages**

L'Eurométropole invitera la Commune à toutes les réunions de chantier et transmettra systématiquement les comptes rendus de réunion.

L'Eurométropole conviera la Commune aux opérations préalables à la réception des travaux. La Commune pourra le cas échéant émettre des réserves sur les ouvrages à réceptionner au titre de ses compétences.

L'Eurométropole remettra les plans de recollement des ouvrages exécutés.

A la fin des opérations, l'Eurométropole fournira un état récapitulatif des dépenses et des recettes signées par le Trésorier Payeur, un exemplaire des PV de réception avec la levée des réserves le cas échéant. Ces pièces seront jointes au dernier appel de fonds émis par l'Eurométropole.

#### **ARTICLE 5 : Entrée en vigueur et durée de la convention**

La présente convention est applicable à compter de la date de signature jusqu'à la délivrance du quitus.

La levée des réserves et l'épuisement de la garantie de parfait achèvement équivaldront à la délivrance du quitus.

#### **ARTICLE 6 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception :

- par l'Eurométropole, dans le cas où la Commune ne remplirait pas ses obligations, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de trente (30) jours après réception par la Commune de la lettre recommandée ;
- par la Commune, dans le cas où l'Eurométropole ne respecterait pas ses obligations, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de trente (30) jours après réception par l'Eurométropole de la lettre recommandée.

La résiliation prend effet un (1) mois après notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la décision de résiliation. L'Eurométropole procédera immédiatement à un constat contradictoire des travaux réalisés. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires à prendre pour assurer la conservation et la sécurité des travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel l'Eurométropole doit remettre l'ensemble des dossiers à la Commune.

#### **ARTICLE 7 : Obligations des Parties - gestion des contentieux de tiers**

L'Eurométropole s'engage à exécuter ou à faire exécuter les missions définies à l'article 2 de la présente convention dans les mêmes conditions de fréquence et de moyens matériels et humains que celles qu'elle développe pour son propre domaine public.

En l'absence de toute faute imputable à l'Eurométropole, cette dernière garantit la Commune contre toute action ou recours qui trouverait son origine dans l'une des prestations objet de la présente.

En outre, l'Eurométropole pourra agir en justice, aussi bien en tant que demandeur que défendeur, en son nom ou en celui de la Commune, pour la mise en jeu de la responsabilité civile, pénale ou administrative du fait de l'exercice des missions objet de la présente. Elle en informera par écrit la Commune dans les meilleurs délais.

Si à la date du quitus des litiges ont été engagés entre l'Eurométropole et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, l'Eurométropole poursuivra les procédures engagées.

#### **ARTICLE 8 : Modification de la convention**

La présente convention pourra être amendée par avenant écrit signé des deux parties.

## ARTICLE 9 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise à la loi française.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

Si dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception par l'une des deux parties des motifs de contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal Administratif de Strasbourg.

## ARTICLE 10 : ANNEXES

Annexe 1 : Périmètre géographique de l'opération

Annexe 2 : Plan des aménagements

Annexe 3 : Ventilation des coûts TTC en fonction des compétences communales et métropolitaines.

Annexe 4 : Echancier

Fait en deux exemplaires originaux

METZ, le 24 mars 2023

Pour le Président de Metz Métropole,  
Le Vice-Président Délégué

Bertrand DUVAL  
Maire de La Maxe

Le Maire



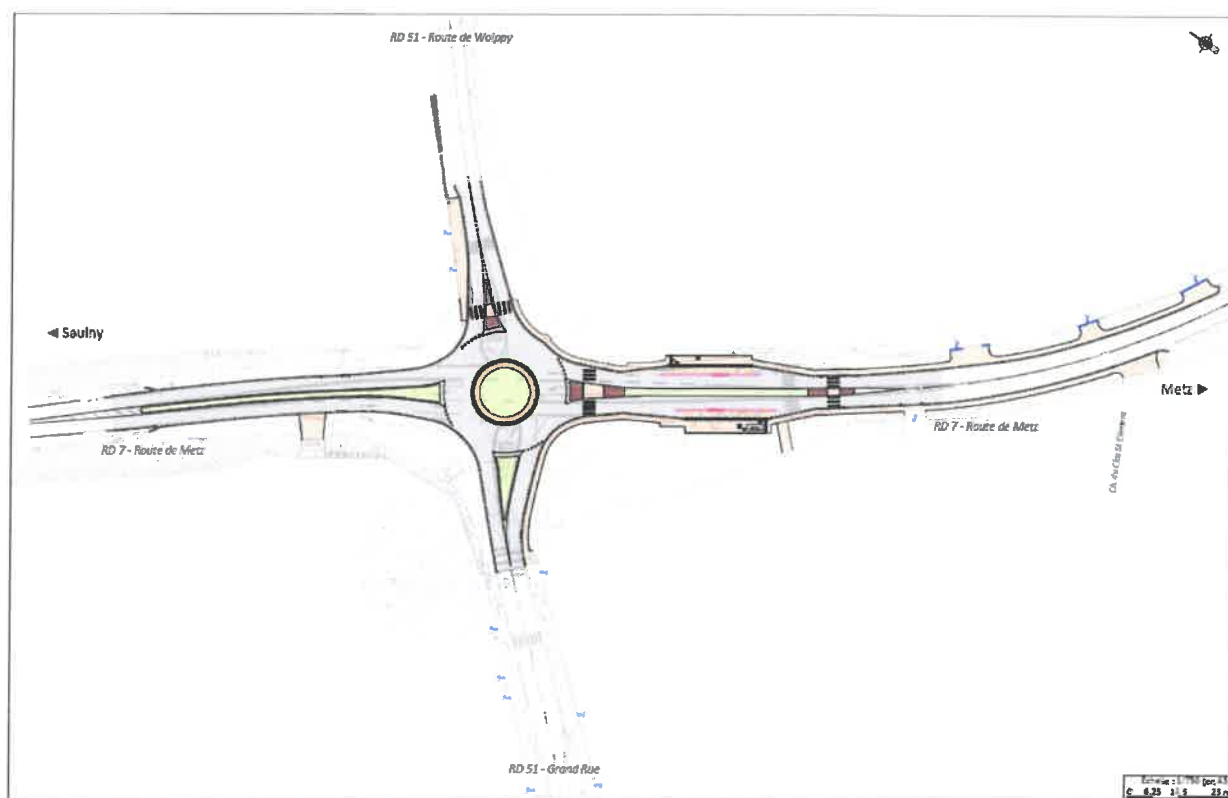
Philippe GLESER  
*Vice-Président de Metz Métropole*



## ANNEXE 1 : Périmètre géographique de l'opération



## ANNEXE 2 : Plan des aménagements



## ANNEXE 3 : Ventilation des coûts TTC en fonction des compétences com

	Metz Métropole		Commune		Coût global de l'opération	
	Montant HT	Montant TTC	Montant HT	Montant TTC	Montant HT	Montant TTC
Frais d'études	15 809,00 €	18 970,80 €	8 596,90 €	10 316,28 €	24 405,90 €	29 287,08 €
Aménagement de voirie	337 267,28 €	445 192,81 €			337 267,28 €	445 192,81 €
Enfouissement des réseaux et Eclairage public	- €	- €	241 643,10 €	289 971,72 €	241 643,10 €	289 971,72 €
Signalisation horizontale et verticale	12 500,00 €	15 000,00 €	- €	- €	12 500,00 €	15 000,00 €
<b>Ventilation</b>	<b>399 303,01 €</b>	<b>479 163,61 €</b>	<b>250 240,00 €</b>	<b>300 288,00 €</b>	<b>615 816,28 €</b>	<b>779 451,61 €</b>

## ANNEXE 4 : Echancier

**Ce projet comprend :**

Les frais d'études

La création d'un giratoire et aménagement VRD annexes

L'enfouissement des réseaux et le renouvellement de l'éclairage pu

La mise en place de la signalisation horizontale et verticale

Tableau des coûts	TOTAL	
	Montant HT	Montant TTC
Dont pour la Commune	250 240,00 €	300 288,00 €
Dont pour Metz Métropole	399 303,01 €	479 163,61 €

Échéances	Dates	Montants HT	Montants TTC
1	01/07/2023	41 667 €	50 000 €
2	01/08/2023	41 667 €	50 000 €
3	01/09/2023	41 667 €	50 000 €
4	01/10/2023	41 667 €	50 000 €
5	01/11/2023	41 667 €	50 000 €
DGD	DGD	41 907 €	50 288 €

\* En cas d'évolution du coût de l'opération dans la limite des 15%, la répartition finale sera reprise dans le DGD réalisé en fin d'opération

Metz le

Pour le Président de Metz Métropole,  
Le Vice-Président Délégué

Le Maire



Bertrand DUVAL  
Maire de La Maxe

Philippe GLESER  
Vice-Président de Metz Métropole